La punition de la France



Article rédigé par *Roland Hureaux*, le *05 mai 2017*

Macron, instrument de la mise en tutelle de la France

"Il faut ignorer l'Allemagne, pardonner à la Russie et punir la France." La déclaration faite en mars 2003 par Condolezza Rice, la conseillère du président Bush pour la sécurité nationale, est la réaction au refus de notre pays de participer à la deuxième guerre du Golfe.

Thomas L. Friedman, le célèbre éditorialiste du *New York Times*, allait plus loin : pour lui, la France « n'est pas seulement une alliée irritante ou une rivale jalouse. Elle est devenue l'ennemie des Etats-Unis ».

Delenda est Gallia

Qu'avait donc fait la France ? Avait-elle envoyé des commandos au secours de Saddam Hussein ? Lui aurait-elle livré des armes ? Avait-elle interdit le survol de son territoire aux avions de l'OTAN ? Pas le moins du monde : elle s'était contentée de ne pas participer à la coalition qui a détruit l'Irak en 2003 dans une guerre qui, selon Donald Trump lui-même, fut une erreur. Une erreur fondée sur l'idée que l'Irak avait un programme d'armes de destruction massive, ce qui s'est avéré faux. Mais l'Empire à son apogée (ou à son déclin ?) est ombrageux : il veut désormais des alliés inconditionnellement alignés.

Qu'a donc été la punition promise par Madame Rice ?

Nous le savons aujourd'hui : empêcher que la France ait des présidents susceptibles de s'écarter de quelque manière que ce soit de l'hégémonie américaine, et qui donc aient quelque personnalité. Bref, priver la France de chefs susceptibles de s'opposer aux États-Unis ou même de faire le moindre écart par rapport à leurs diktats.

C'est ce qui est arrivé à partir du retrait de Chirac.

Sarkozy avait certes quelque caractère mais il était intellectuellement acquis à l'hégémonie américaine. Il a fait voter le traité de Lisbonne, réintégré la France dans le commandement intégré de l'OTAN, s'est engagé dans la guerre de Libye et a participé au déclenchement de la guerre de Syrie.

Hollande a été un allié encore plus docile, voire servile du grand frère américain et de l'ensemble des forces occidentales qui le soutiennent.

La faiblesse de ces personnalités, leur manque de classe, l'alignement veule de la diplomatie française sur celle de l'OTAN, y compris contre nos intérêts les plus évidents même quand cette diplomatie s'est avérée criminelle (soutien aux terroristes), tout cela a conduit à un mépris universel pour la France. Elle ne compte plus et et personne ne s'intéresse à ce que disent ses représentants, spécialement le dernier président.

Le discours de Villepin à l'ONU sous Chirac en 2003, avait été le chant du cygne de la diplomatie française, précisément ce qu'il fallait punir[1].

Les mécanismes de l'asservissement

Comment en est-on arrivé à pareil résultat ?

Il fallait en tous les cas contourner l'obstacle de l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel voulue expressément par le général de Gaulle pour s'assurer que le président français aurait du caractère.

Quand quelqu'un comme Condolezza Rice parle comme elle l'a fait, c'est qu'elle avait quelques moyens d'agir sur notre pays, autres que le boycott du roquefort. Loin de nous de voir en tout l'effet d'un complot. Il reste que ces néoconservateurs américains dont elle était le porte-parole savaient ce qu'ils disaient en parlant de « punir la France ». Par quelles manipulations comptaient-ils le faire ? Nous n'en aurons pas de sitôt le dernier mot. Wall Street n'intervient pas forcément de manière directe : il subventionne des fondations qui n'ont rien d'autre à faire qu'à suivre la politique des Etats européens et à veiller à leur alignement.

Ils utilisent pour cela des moyens variés. Les demi-habiles, comme disait Pascal, croient que l'influence passe par des pressions économiques : une bonne politique du personnel, planifiée assez en amont, est bien plus efficace[2]. Le recours au chantage n'est pas exclu. A tort ou à raison, certains voient dans la docilité d'Angela Merkel l'effet de telles méthodes. C'est pourquoi les plus vulnérables à ces pressions ont plus de chances qu'on les laisse émerger - comme autrefois les Soviétiques avaient favorisé l'élection au secrétariat général des Nations unies de Kurt Waldheim dont ils étaient les seuls à connaitre le passé nazi. Mais l'élection de candidats médiocres résulte aussi de l'élimination de tous ceux qui le sont moins, qui pourraient avoir l'audace de jouer les fortes têtes dans le concert européen ou atlantique. Beaucoup ne se doutent même pas qu'ils ont été victimes de cette mécanique.

Il ne faut pas pour autant imaginer une organisation internationale centralisée. C'est de *soft power* qu'il s'agit : les adhérents à la doxa internationale dans les pays concernés sont suffisamment nombreux et puissants (spécialement dans les médias et en France), pour agir par eux-mêmes.

Le cas Macron

La présente élection présidentielle met au jour de manière particulièrement visible, voire caricaturale, ces mécanismes par lesquels on veut « punir la France ».

Nombre de Français se désolent de ne retrouver au second tour que Marine Le Pen installée par l'appareil médiatique dans la position du repoussoir et Emmanuel Macron lequel, comme par hasard, apparait comme la figure achevée du leader dont les réseaux transatlantiques rêvent. Il est peu compétent en politique internationale et donc prêt à s'aligner sur l'Allemagne, Bruxelles et surtout l'État profond américain qui a soutenu Hillary Clinton et qui, malgré Donald Trump, promeut un état de guerre larvée contre la Russie et poursuit politique de déstabilisation de la Syrie en s'appuyant sur les djihadistes. Un Macron partisan non seulement de maintenir mais de renforcer l'Europe et de l'euro, partisan de toutes les évolutions libertaires (mariage homosexuel en tête), du libre-échange et du mondialisme avec sa conséquence, l'écrasement des classes moyennes, partisan de l'immigration et donc de l'arasement des classes populaires et de la balkanisation du pays, du reniement de la France (coupable selon lui de crime contre l'humanité et qui n'a pas de culture !). On pourrait continuer : sur aucun sujet, nous disons bien aucun, Macron ne s'écarte du discours dominant dans les forces qui le soutiennent. Pourquoi le candidat préféré des médias colle-t-il d'aussi près à la doxa ? Adhésion spontanée, personnalité immature et flexible apte à prendre les postures que l'on attend de lui ou bien contrainte implacable de ses mentors ? Rappelons que le premier dîner de levée de fonds de Macron a été organisé à Londres par un cadre de Goldman Sachs, or ces gens ne plaisantent pas : ils exigent un alignement à 100 %.

C'est précisément ce qu'ils ne trouvaient pas chez Fillon. Malgré la discrétion du candidat des Républicains et son adhésion à l'essentiel de la doxa : libre-échange, Europe de Bruxelles, euro, programme économique libéral, non remise en cause des « avancées » libertaires, François Fillon voulait, conformément à la tradition gaulliste, faire évoluer la position française l'égard de la Russie. De même que la France de Chirac avait été tenue pour une ennemie de l'Amérique par sa simple abstention dans la guerre d'Irak, la politique de Fillon était jugée inacceptable car non entièrement alignée.

La haute banque, avec tout ce qui tourne autour, ne se contente plus d'un pouvoir d'influence sur des hommes que le peuple élirait librement, elle veut désormais prendre le contrôle direct du pouvoir politique. A l'évidence Macron est l'instrument consentant et passif de cette prise de contrôle.

La victoire de Fillon à la primaire des Républicains, contre un Juppé préprogrammé lui aussi, témoignait d'une perte de contrôle momentanée du système. Eliminer par tous les moyens Fillon que cette victoire plaçait sur orbite pour la présidence, tel était le but de l'opération de déstabilisation fondée sur les salaires (parfaitement légaux) versés à son épouse, exécutée par une justice aux ordres et relayée en grand par une presse désormais monolithique. Que l'opération ait été concoctée par Macron, principal bénéficiaire, et ses proches, Hollande et Jouyet en tête, qui peut en douter ?

Cette opération viole, est-il nécessaire de le rappeler, tous les usages de la République par l'ingérence éhontée de la justice dans un processus électoral, sorte de « coup d'état » sans précédent dans l'histoire électorale de notre pays.

Elle vise à porter à l'Elysée par tous les moyens Emmanuel Macron, punition suprême du peuple français. Le peuple français se laisser a-t-il encore manipuler ? On aurait tort de sous-estimer sa capacité de réagir.

Roland HUREAUX

[1] Cela dit sans préjudice de l'évolution ultérieure de Villepin ;

[2] Le film de Polanski, *The ghost writer*, illustre à merveille cette planification très en amont du personnel politique européen. Les révélations qu'il contient ne sont évidemment pas étrangères aux problèmes judiciaires rencontrés par le réalisateur, à partir de faits vieux de 40 ans.